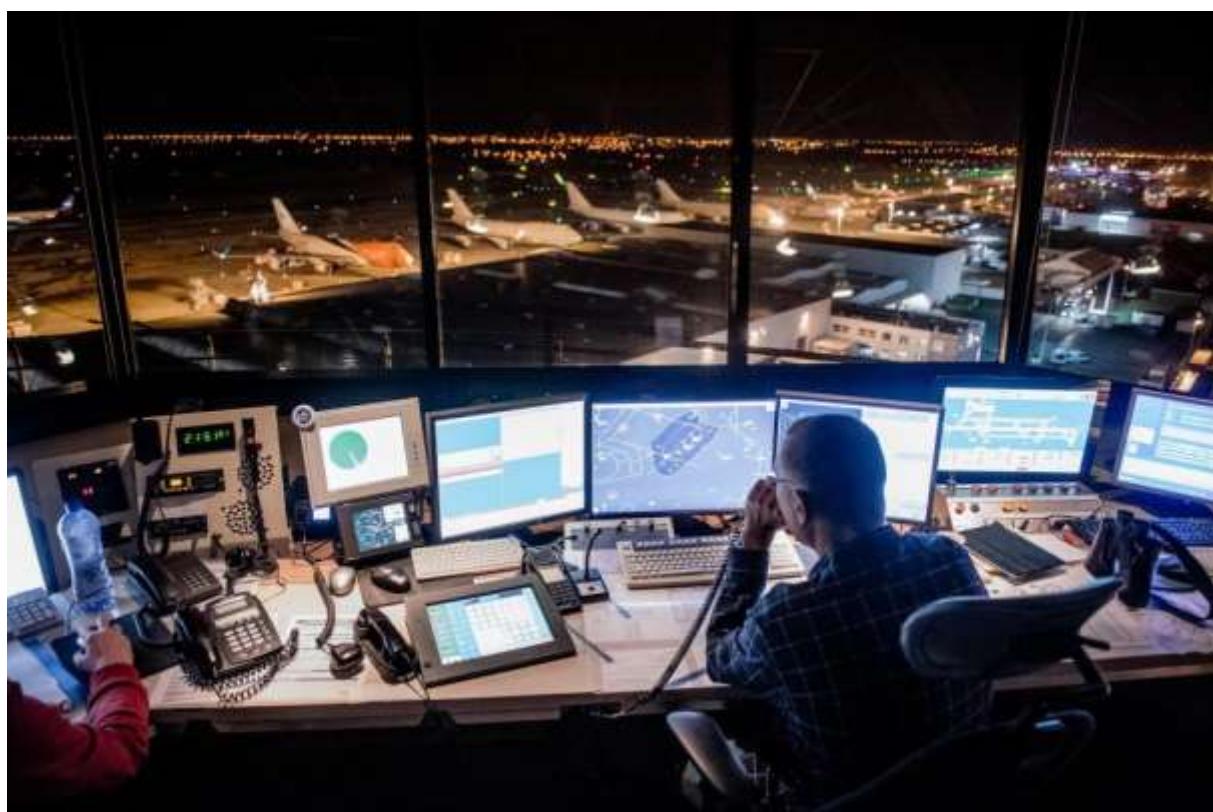


# **«Aujourd’hui, plus que jamais, résister à Alibaba et son monde !»**

**Les plateformes numériques comme Alibaba cherchent actuellement à tirer profit de la crise. Il ne faut cependant pas oublier les risques liés à l’existence et à la consolidation de ces gigantesques monopoles privés, affirme un collectif de signataires.**



Par la plateforme **Watching Alibaba: Comité des citoyens de l'aéroport de Liège** (CCAL), **Nicolas Destrée** (Student for Climate Liège), **Greenpeace Liège**, **Cédric Leterme** (CETRI-GRESEA), **Eric Nemes** (Attac Liège), **Pierre Ozer** (ULiège), **Christine Pagnoulle** (Attac Liège / ULiège)

**LE SOIR**

Le 16/04/2020 à 14:11

Ces dernières semaines, nous avons assisté à différentes tentatives visant à redorer l'image de l'aéroport de Liège ainsi que du géant chinois de l'e-commerce, Alibaba, en les présentant comme des acteurs bénéfiques dans la lutte contre le coronavirus. Pourtant, au-delà de ces opérations de communication, nous voulons rappeler à quel point la crise actuelle – à la fois sanitaire, économique, politique et sociale – devrait, au contraire, nous pousser à nous opposer plus que jamais à l'arrivée d'Alibaba à Liege Airport, et plus largement au modèle économique qui sous-tend le commerce électronique et sa mondialisation.

### **Des épidémies toujours plus fréquentes**

Plusieurs éléments nous confortent dans cette position. Le premier, c'est le fait que l'arrivée d'Alibaba à Liege Airport s'inscrit dans une extension continue du commerce et de la logistique impliquant la destruction des écosystèmes, ce qui favorise la multiplication des épidémies d'origine animale. En effet, à l'image de 75% des maladies émergentes (ebola, VIH, grippes aviaires et autres Sras ou zika), le Covid-19 s'est transmis à l'être humain par ce biais. Or, ces transmissions sont facilitées par la déforestation, l'élevage intensif, l'urbanisation et la fragmentation des milieux, ainsi que le réchauffement climatique.

Dans la liste des principaux responsables de cet anéantissement des écosystèmes, figurent les projets de « mégacorridors logistiques », ces vastes réseaux d'infrastructures qui visent à mieux connecter entre elles les zones d'extraction, de production et de consommation mondiale, afin d'étendre et d'intensifier toujours plus les échanges. Parmi les exemples les plus destructeurs, on retrouve celui des « nouvelles routes de la soie » chinoises... dont Alibaba est un des grands bénéficiaires à l'échelle internationale\*.

### **Des épidémies qui se propagent toujours plus largement et rapidement**

Deuxième élément à prendre en compte : le fait que le développement du commerce mondial favorise également la diffusion rapide et à une échelle toujours plus large des épidémies. De ce point de vue, la volonté d'Alibaba de pouvoir livrer partout dans le monde en moins de 72 heures – notamment à travers la création de cinq « hubs logistiques », dont celui de Liège – prend une autre signification en ces temps de pandémie... On sait en effet que le trafic aérien a été un des vecteurs clés de la diffusion mondiale en un temps record de l'épidémie de Covid-19. Et de la même manière, il ressort de récentes études que la pollution aux particules fines, dont le secteur des transports est aujourd'hui le principal émetteur, a également contribué à faciliter la propagation du virus. Dans le cas du commerce électronique, ces problèmes sont en outre aggravés par la taille plus réduite des colis transportés qui rend plus difficile leur contrôle systématique.

## **Des sociétés de moins en moins capables de faire face aux épidémies et à leurs conséquences**

Troisième et dernier élément, on sait aussi que le modèle économique promu et incarné par Alibaba aggrave les difficultés qu'ont les États et les sociétés à pouvoir faire face aux épidémies et à leurs conséquences. Si le monde n'a évidemment pas attendu les plateformes d'e-commerce pour être dépendant de chaînes de production mondiales éclatées et d'une logique de flux tendus (dont on voit maintenant à quel point elles mettent les sociétés en péril en temps de crise), le développement des activités du groupe en Belgique et en Europe menace bel et bien d'en aggraver l'importance. On risque ainsi de se retrouver encore plus dépendant du marché mondial – et de la Chine en particulier – pour nos approvisionnements clés, aux antipodes donc des exigences de relocalisation que la crise actuelle met pourtant en lumière.

Autre problème : on sait que les plateformes numériques contribuent peu, et souvent pas du tout, aux rentrées fiscales des pays où elles opèrent. Or, leur activité est tout sauf dématérialisée et représente au contraire un poids et donc un coût important en termes d'infrastructures publiques. Ce manque de rentrées fiscales est par ailleurs d'autant plus problématique qu'une plateforme comme Alibaba menace les activités d'entreprises locales, qui, elles, payent l'impôt et financent la sécurité sociale. Pourtant, la crise actuelle nous montre à quel point nous avons besoin de services publics forts, dont des hôpitaux correctement financés, et d'une sécurité sociale capable de jouer pleinement son rôle.

Enfin, il faut également souligner ici à quel point la crise du Covid-19 a été – et continue d'être – aggravée par le manque de transparence et de contrôle démocratique de certains États et institutions clés (à commencer par la Chine et l'OMS, mais la situation en Belgique pose également question de ce point de vue). Or, le projet d'implantation d'Alibaba à Liège s'inscrit lui aussi dans cette logique d'opacité qui empêche les citoyens d'être informés et de pouvoir agir sur des processus qui les concernent directement.

## **Résister aux sirènes du numérique et respecter l'Accord de Paris sur le climat**

Nous ne sommes pas dupes. Les plateformes numériques comme Alibaba cherchent actuellement à tirer profit de la crise pour développer leurs activités et – surtout – pour gagner en légitimité. Après tout, c'est grâce à elles que toute une série de services continuent d'être assurés malgré le confinement, quand elles ne mettent pas directement leurs technologies au profit de la lutte contre l'épidémie. Ce serait toutefois oublier un peu vite les risques liés à l'existence et à la consolidation de ces gigantesques monopoles privés, que ce soit en matière de protection de la vie privée, de contrôle démocratique, de non-respect des engagements de l'Accord de Paris sur le climat, de concurrence ou encore de respect des droits des travailleurs et

travailleuses. Sur ce dernier point, on notera le cynisme avec lequel les géants actuels de la logistiques mettent en péril la santé de leurs travailleurs et travailleuses pour continuer d'assurer leurs activités, y compris les moins « essentielles ». Plus fondamentalement, ce serait aussi oublier que ces entreprises, comme toutes celles qui défendent et profitent d'une mondialisation débridée, loin d'offrir des solutions salvatrices, sont en grande partie responsables des crises que nous affrontons.